

La lettre de Léosthène, le 12 février 2011, n° 642/2010

Cinquième année. Bihebdomadaire. Abonnement 350 euros.

<http://www.leosthene.com/>

Egypte : le jeu de bonneteau

" *La personne qui a écrit ce discours vit dans une bulle* ", estimait la BBC après le discours du président égyptien, le 10 février au soir. A 22H40, un journaliste free-lance, Samuel Forey, présent place Tahrir, témoignait pour le

Monde

:"

un grand silence a régné pendant le discours de Moubarak, rompu par un impressionnant "Dégage !", quand le président s'est tu. Les manifestants sont très en colère, une colère froide, chargée d'une grande détermination. Pour beaucoup, l'avenir du mouvement se jouera demain, pendant la grande mobilisation qui suivra la prière du vendredi. Ils craignent des affrontements avec les nervis du régime

". Comme il était probable, le peuple se mobilisait vendredi matin pour dire à nouveau sa détermination : départ du président, fin du régime, élections libres, demande unique depuis le début des rassemblements le 25 janvier dernier (1).

Qui l'écoute ? En fait, personne. Comme au bonneteau, jeu de filous, la carte de la démocratie est escamotée à chaque tour.

Escamotée en Egypte comme à l'extérieur par tous les bénéficiaires du régime, conscients qu'un changement est maintenant inévitable autour du départ du président Moubarak et qui manoeuvrent pour conserver leurs avantages. C'est à ce jeu que nous assistons, avec des acteurs dont, à l'extérieur comme à l'intérieur, les intérêts ne sont pas à terme identiques, mêmes s'ils sont liés à la pérennité du régime. A l'intérieur, parmi ces bénéficiaires, politiques, milieux d'affaires et armée se croisent – sachant que l'armée, qui n'est pas monolithique, est un Etat dans l'Etat, elle même partagée. Les cadres de l'armée de l'air, dont est issu le président Moubarak, sont largement formés aux Etats-Unis. L'armée de terre est une armée de conscription, ses soldats, les fils de ce peuple des rues, obéissent à leurs officiers supérieurs, loin des officiers généraux par là contraints à la prudence.

En termes de prestige (guerre de 1973 contre Israël), de légitimité (tous les présidents égyptiens depuis 1952 en sont issus), de poids économique, y compris par le nombre d'emplois qu'elle offre à ses fils, l'armée est appréciée et respectée par le peuple. Mais comme ses officiers généraux étroitement inféodés au pouvoir en place, elle tient, du haut en bas si l'on peut dire, à conserver son pouvoir et sa place dans la vie égyptienne, démocratique ou non. Elle avance donc ses pions avec une extrême prudence, son commandement attentif à ne

pas exposer ses divergences entre généraux, à rester le plus longtemps possible légaliste et à être suivi par les officiers supérieurs qui commandent sur le terrain. S'en suit une attitude ambiguë qui n'échappe pas, pour ce que l'on peut en voir, aux manifestants.

Le milieu d'affaires a besoin d'ordre. Et si l'on entend des connaisseurs, la bourgeoisie du Caire a discrètement pris ses distances avec le Raïs. Mais on l'a vue aussi il y a quelques jours enfourcher sans réserve une campagne de communication initiée à Washington sur les dangers que la paralysie du pays faisait courir à l'économie égyptienne. Elle aussi est inextricablement liée au pouvoir en place, sait profiter du poids de la sphère étatique, et c'est la libéralisation des échanges et sa liberté d'action qui l'intéressent plus que la libéralisation politique. On aura remarqué que le gouvernement proposé le 30 janvier par Hosni Moubarak ne comportait aucune personnalité du monde des affaires, et qu'un certain nombre de personnalités liées à son fils Gamal étaient écartées.

Chacun sait aujourd'hui enfin que l'opposition politique au régime est faible et non organisée, à l'exception des Frères musulmans (20% de l'électorat aux législatives de 2006) dont la capacité de mobilisation n'a pas été démontrée dans les événements récents de contestation du régime puisque le mouvement ne leur est en rien imputable – ce n'est pas vers eux que se sont tournés les mécontents. Pris de court, ils courent après leur public et ont choisi un discours de soutien à la démocratie, quelle qu'en soit la sincérité, discours radical par rapport au pouvoir en place. Leur omniprésence dans les médias américains et européens vient de ce qu'ils sont utilisés comme épouvantail, en référence à la révolution iranienne, par les acteurs extérieurs de premier plan que sont les Etats-Unis et leur allié israélien.

Aucun des acteurs internes ne répond donc en fait à la demande populaire, têtue et continue, de changement de régime vers une démocratie et ce qu'elle implique de nouvelle répartition du pouvoir et des richesses. Il en est de même à l'extérieur. Le plan américain, après qu'on a réalisé à Washington qu'une prolongation du régime avec Hosni Moubarak était impossible, a été d'obtenir la même chose avec le général Souleïman, patron du renseignement et interlocuteur connu de Washington depuis les années 90 – impliqué dans le "rendition program" américain en Egypte, transfert de personnes dans les pays où la torture, interdite sur le territoire des Etats-Unis, est pratiquée, afin qu'elles soient interrogées (1). Le général Souleïman est également connu et apprécié en Israël où il intervient entre beaucoup d'autres choses sur la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza.

Barak Obama a donc travaillé pour qu'une "transition ordonnée" (transition vers un assouplissement du régime, sans rupture) s'organise autour du second d'Hosni Moubarak, nommé vice-président, poste traditionnellement réservé au futur président égyptien. Ce léger infléchissement a provoqué l'ire de l'Arabie Séoudite, qui a directement proposé au président égyptien de remplacer l'aide américaine à l'Egypte (1,3 milliard de dollars par an) si la menace de sa suspension était utilisée comme moyen de pression. De leur côté, les manifestants semblent avoir compris que la solution Souleïman n'était pas une réponse à leur volonté de changer de régime. Pendant quelques jours, les "éléments de langage" repris par une partie des médias en Europe et aux Etats-Unis indiquaient pourtant un "essoufflement du mouvement populaire".

Egypte : le jeu de bonneteau

Written by Léosthène

Saturday, 12 February 2011 07:04 - Last Updated Sunday, 12 June 2011 11:39

La force des rassemblements de ces derniers jours, y compris dans les campagnes, est venue infirmer le découragement de la rue. Plusieurs millions de personnes manifestaient partout le 10 février au soir avec la même demande : départ du président, fin du régime, élections libres. Apparemment persuadé qu'avec une déclaration apaisante du Conseil supérieur des forces armées égyptiennes – une brochette de généraux s'exprimant directement à la télévision en l'absence d'Hosni Moubarak, pourtant chef des armées – le retrait du Raïs était assuré au bénéfice de son vice-président, Léon Panetta, patron de la CIA, annonçait en début de soirée du 10 février la démission "probable" du président Moubarak au bénéfice du général Souleïman, démission - assortie de vagues promesses de réformes et de retrait partiel - démentie à la télévision par l'intéressé quelques heures plus tard.

On pouvait vivre en direct la colère des manifestants, à la fois place Tahrir au Caire et à Alexandrie, al Jazira (3) continuant à couvrir les événements en direct. On peut imaginer aussi les risques de dérapages malgré un second communiqué sibyllin (4) du Conseil supérieur des forces armées – et l'embarras de la Maison Blanche, pour qui l'Egypte du Raïs est la clef de l'équilibre actuel de ce grand Moyen-Orient voulu par les néoconservateurs et de ce qui est considéré outre-Atlantique comme la sécurité d'Israël. Une démocratie égyptienne serait-elle menaçante ? Elle ouvrirait en tous les cas une ère d'incertitude, avec, peut-être, des velléités d'indépendance vis-à-vis du tuteur américain. Et elle pourrait avoir des répliques dans toute la région, Yémen, Jordanie voisine, Algérie, pour ne citer que les pays où des mouvements se produisent ouvertement aujourd'hui.

Au jeu du bonneteau, jeu très ancien (14^e siècle), qui se jouait avec trois cartes, le tour consistait à escamoter l'as de pique, que le joueur naïf était sensé retrouver. La carte escamotée est ici celle de la démocratie telle que la réclament les Egyptiens. Aucun des acteurs en présence ne souhaite en effet un changement de l'ampleur exigée par la rue. Probablement aucun des dirigeants voisins de l'Egypte non plus, inquiets de l'attention, de l'admiration, de l'envie portées par toutes les rues, arabes et très au-delà, à l'extraordinaire soulèvement qui a fait tomber le régime tunisien en quelques semaines et qui secoue aujourd'hui l'Egypte – tous ces peuples, et d'autres à venir auxquels on déniait *par nature* la capacité à vivre en démocratie – tout en le déplorant. Et quand ils la réclament, de leur propre chef ?

La démission d'Hosni Moubarak, au 18^e jour de la révolution, au bénéfice de l'armée, est pour les Egyptiens un premier pas : la partie est loin d'être finie. Il faut qu'ils trouvent la carte escamotée.

Hélène Nouaille

Vidéo :

La démission d'Hosni Moubarak, annoncée par le général Souleïman (avec traduction en anglais) :

http://www.youtube.com/watch?annotation_id=annotation_476571&v=hHsqMVLp_tM&feature=iv

Notes :

(1) Chronologie des événements depuis le 25 janvier 2011 (avant la démission du président Moubarak, le 11 février 2011 en début de soirée) :

(AFP) <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gjWt7nQVw7qeytaIMEwRXeB3sGPQ?docId=CNG.32c5f5cd088f8312dca55caf1d098cf9.7b1>

(2) Al Jazira, le 7 février 2011, Lisa Hajjar (enseigne la sociologie à l'université de Californie) *Suleiman : The CIA's Man in Cairo*

(initialement paru dans Jadaliyya)

<http://english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/02/201127114827382865.html>

(3) Al Jazira livestream (en anglais) :

http://english.aljazeera.net/watch_now/

Après la démission d'Hosni Moubarak, les manifestants ont agité place Tahrir un grand drapeau à l'effigie d'Al Jazira, comme pour remercier les journalistes et la chaîne qatari de leur formidable travail d'information.

(4) *The New York Times*, le 11 février 2011, *Statement From the Supreme Council of the Egyptian Armed Forces*

http://www.nytimes.com/2011/02/11/world/middleeast/11egypt-military-statement.html?_r=1

Léosthène, Siret ☐ 453 066 961 00013 FRANCE ☐ APE 221E ☐ ISSN 1768-3289.

Directeur de la publication : Gérald Loreau (gerald.loreau@neuf.fr)

Directrice de la rédaction : Hélène Nouaille (helene.nouaille@free.fr)

Copyright©2011. La Lettre de Léosthène. Tous droits réservés.